

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face au virus du capitalisme, les travailleurs ont besoin d'un plan de bataille



Les représentants des gouvernements fédéraux et régionaux se sont réunis vendredi 16 octobre pour annoncer de nouvelles mesures. Pas pour révéler que de nouveaux centres de dépistage auraient été ouverts. Au contraire, les centres existants doivent fréquemment fermer leurs portes parce qu'ils sont débordés. Pas davantage pour dire que le traçage permet maintenant de mettre les personnes contaminées en quarantaine avant qu'elles en infectent d'autres. Le traçage manque toujours de moyens et de personnel. Quant aux hôpitaux, ils n'ont pas reçu les moyens nécessaires pour augmenter leur capacité d'accueil des malades, et embaucher du personnel en suffisance. Les hôpitaux craignent autant qu'en début d'année la saturation.

Les politiciens belges sont-ils plus inefficaces que d'autres ? Certes, empêtrés dans leurs conflits communautaires, ils ont mis plus de 17 mois à former un nouveau gouvernement. Mais les autres gouvernements européens, ont appliqué la même politique ! Au lieu de faire des investissements dans les hôpitaux pour éviter la saturation, dans les transports pour éviter la contamination en étant épaule contre épaule, tous les gouvernements ont distribué des milliards aux plus riches !

Tous, ils ont multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches, les plans d'aides aux banques et aux grandes entreprises. Car au-delà de leurs différences, tous les gouvernements se soumettent à la loi des capitalistes, la loi du profit maximum ! Et dans les entreprises, c'est redevenu quasiment comme avant, les protections passent après la production.

Aujourd'hui, la seconde vague de contagion du Covid-19 est là, et aucun pays n'est mieux préparé qu'il y a 8 mois. Car ce qui guide les décisions des gouvernements et des capitalistes, ce n'est pas l'intérêt collectif, c'est l'accumulation de profit. Des gouvernements et des capitalistes pour qui un hôpital, un laboratoire, une unité de fabrication de masques… ça doit rapporter et rapporter gros !

Pour masquer la responsabilité des capitalistes, il ne restait plus au gouvernement qu'à porter la responsabilité sur la population. "Eviter un nouveau lockdown, c'est la responsabilité de chacun d'entre nous", déclarait Alexander De Croo l'air grave. Pourtant la population laborieuse a fait plus que sa part et continue à le faire. Dans la santé, les transports, les magasins, la production essentielle, même quand il n'y avait quasiment pas de protection.

Et il est impossible d'éviter un rebond de l'épidémie uniquement par les précautions individuelles, sans moyens centralisés et collectifs efficaces !

C'est pire encore pour ce qui est de la crise économique que le Covid-19 n'a fait qu'accélérer, car là il n'y aura pas de médecins ni de scientifiques pour nous en sortir, il n'y aura ni traitement, ni vaccin.

Des petits cafetiers et restaurateurs vont devoir fermer et se retrouver sans revenus. Et ce n'est pas la promesse d'une prime de 3000 euros qui va les sauver de la faillite, alors que les entreprises vont licencier des centaines de milliers de travailleurs.

En quelques mois de crise sanitaire, le patronat a déjà détruit des dizaines de milliers d'emplois. Ce sont notamment des milliers d'intérimaires et de CDD privés de leur salaire.

Wibra, Lunch Garden, D'Ieteren… les licenciements suivent la même courbe exponentielle que l'épidémie. Dans les entreprises, le patronat mène la lutte des classes et impose plus de flexibilité et de précarité aux salariés, avec là encore de nombreux licenciements. Tous les travailleurs sont concernés, y compris ceux qui pouvaient se croire à l'abri, comme les pilotes d'avion ou les ingénieurs.

En comprimant la consommation de la population pour maintenir leurs profits malgré le chaos

général, les patrons accentuent la crise économique et préparent de nouvelles catastrophes, encore plus dévastatrices !

C'est ce fonctionnement économique absurde qui a permis à 10 500 riches d'entrer dans le club des millionnaires en Belgique l'an passé. Ces fortunes se sont construites au prix du chômage de masse et des baisses salaires.

Ce sont pourtant les travailleurs qui sont à la base de tout, comme l'épidémie l'a rappelé. Alors les travailleurs sont dans leur droit d'affirmer que c'est eux qu'il faut protéger du virus, du chômage et de la misère. Et si les patrons et les gouvernements ne veulent défendre que les profiteurs, les travailleurs doivent se défendre eux-mêmes et s'organiser pour cela.

Les milliards accumulés doivent servir à maintenir les emplois, coûte que coûte, et non à la spéculation. Il faut partager le travail entre tous sans perte de salaire, même si quelques millionnaires se retrouvent un peu moins riches. C'est la seule perspective qui mène à un progrès plutôt qu'à de nouvelles catastrophes.

Un record révoltant

Le nombre de personnes ayant eu recours aux banques alimentaires pour se nourrir a atteint un nouveau record. Cette année, 15% de la population belge, soit environ 200.000 personnes par mois, ont fait appel aux banques alimentaires. Un nombre de gens jamais atteint !

La crise sanitaire a aggravé la crise économique, et entre janvier et août, un tiers de nourriture en plus a été distribué par rapport à la même période l'an passé.

Or les denrées à distribuer viennent à manquer dans les banques alimentaires ; les magasins fournissent 30% de marchandises en moins qu'avant la crise sanitaire. Les banques alimentaires craignent de ne pas pouvoir assurer leurs distributions pendant la période hivernale.

Avoir faim dans un pays riche alors que les magasins débordent : une contradiction de plus qui rend nécessaire de mettre fin au système capitaliste !

Médecins, restaurateurs, patrons de cinéma... Quand le chaos de l'économie capitaliste écrase la petite-bourgeoisie.

Exposés au virus, enchaînant des semaines de 7 jours, les médecins généralistes craquent, d'Arlon à Ostende. Le petit a le nez qui coule ? Votre collègue est positif et vous devez obtenir une prescription de test ? Vous êtes une personne à risque et vous devez être écartée de votre travail ? Votre patron réclame un certificat ? Voyez avec votre médecin de famille ! Faute de centres de coordinations nationaux pour gérer les tests et leurs résultats, tout doit s'organiser dans la pièce des consultations. C'est mission impossible, bien entendu.

Les médecins sont surchargés de besogne, mais, avec les nouvelles mesures gouvernementales, les petits restaurateurs, tenanciers de bars, exploitants de salles de théâtre et de cinéma… se retrouvent privés du droit de gagner leur vie. Ils apprennent leur arrêt de mort économique, pour certains, au journal télévisé.

Ces drames individuels ont tous un point commun. Ils sont causés par le chaos croissant de l'économie capitaliste, où les patrons et les actionnaires les plus puissants augmentent leurs fortunes en temps de pandémie, mais où rien n'a pu être entrepris pour éviter une deuxième vague. Et où rien n'empêchera la troisième de se produire !

Les ouvriers ne sont plus les seuls à redouter de perdre leurs emplois et leurs salaires. Des catégories sociales qui pouvaient se croire à l'abri de l'exploitation et de la ruine physique ou financière se retrouvent à leur tour exposées aux baisses de revenus, voire au chômage, provoqués par l'aberration du capitalisme.

Seule une économie socialiste, dirigée et coordonnée pour le bien de tous, et non pour le profit d'une minorité, peut offrir une garantie d'avenir non seulement aux travailleurs, mais également à tous ceux qui se croyaient du côté de la bourgeoisie, mais peuvent demain se retrouver comme le prolétariat, réduits au chômage et à la misère. Mais pour cela, il faudra exproprier les financiers et les actionnaires, c'est à dire la classe capitaliste.



Lutte Ouvrière **prend le relais de** *La Voix des Travailleurs* **parue jusqu'au n° 99 et des lettres** *Lutte Ouvrière* **parues pendant le confinement.**

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Licenciés pour le climat... ou pour le profit ?

Le concessionnaire D'Ieteren licencie 123 travailleurs et en envoie 67 en prépension, c'est-à-dire au chômage avec complément d'entreprise.

Le prétexte : la nécessité de s'adapter à la « nouvelle mobilité » plus écologique et qui entraînerait une baisse des ventes des voitures neuves.

Pourtant, de ses propres dires, D'Ieteren possède 1 milliard d'euros en cash. Si les travailleurs se retrouvent au chômage, ce n'est pas pour des raisons écologiques, mais bien pour remplir les poches de la famille D'Ieteren qui a rejoint le cercle des 29 milliardaires belges en début d'année.

Bruxelles-propreté : les irresponsables à l'œuvre

Un préavis de grève a été déposé par les syndicats à Bruxelles-propreté pour non-respect des mesures de préventions contre le coronavirus. Ainsi il n'y a toujours pas de gel, d'eau et de savon dans tous les dépôts !

Les ministres qui ne ratent pas une occasion pour faire la morale à la population sur le respect des consignes anti-Covid, ne font rien pour les appliquer dans les entreprises publiques comme Bruxelles-propreté qui emploie 2 400 salariés dans une des villes les plus touchées par l'épidémie.

Ils se comportent en vrais patrons : ils n'ont que faire de la distribution de gel, de masques ou de la distanciation car ce qui compte c'est la productivité. Les travailleurs continuent de se retrouver par dizaines dans les mêmes locaux chaque jour. Et devant l'augmentation du nombre de malades, la direction fait venir du renfort d'autres services ce qui aggrave la circulation du virus.

Face à ces irresponsables qui dirigent la société, les travailleurs devront prendre leur sort en main pour imposer les mesures d'hygiène les plus élémentaires.



Des drapeaux algériens et kabyles lors d'une manifestation en Algérie

Algérie : une condamnation inique

Si la condamnation de Yacine Mebarki à dix ans de prison, peine la plus lourde prononcée à l'égard d'un détenu d'opinion, a été un choc pour tous ceux qui militent pour un changement en Algérie, les motifs invoqués par le tribunal de Khenchela l'ont été tout autant.

Elle ramène le pays à un passé que beaucoup pensaient révolu.

En effet, ce militant du Hirak (le mouvement de contestation populaire) et de la cause berbère de 52 ans, était sous la surveillance des services de sécurité. En perquisitionnant son domicile, ils ont trouvé un coran appartenant à son grand-père, dont une des pages était arrachée. En plus d'« atteinte à l'unité nationale », c'est un des éléments qui a conduit le tribunal de Khenchela à le condamner pour « incitation à l'athéisme » et « offense à l'islam ».

Cette condamnation est le signal que les forces conservatrices, religieuses et réactionnaires sont toujours à l'œuvre dans la société algérienne. Si, sur le plan politique, les islamistes de toute obédience n'ont pas réussi à capter la colère qui s'est exprimée dans le Hirak, leur influence n'a pas disparu pour autant. La répression menée depuis des mois par le gouvernement à l'égard de tous ceux qui contestent ne peut que les encourager.

La tentative de Tebboune, le président de la République, de légitimer son pouvoir en organisant le 1er novembre un référendum sur la révision de la Constitution, censé poser les bases d'une Algérie démocratique, apparaît comme une vaste escroquerie. Les patrons, les tribunaux, la police, s'assoient sur les articles de la Constitution actuelle censée garantir la liberté de conscience et des droits pour les femmes et les travailleurs. Pour les opprimés la seule garantie réside dans leur mobilisation et leur capacité à s'organiser pour renverser cet ordre social.

Frank Vandenbroucke : un idéologue au service de la bourgeoisie

Le nouveau ministre de la santé et des affaires sociales, Frank Vandenbroucke (sp.a), est le doyen du nouveau gouvernement… et il a beaucoup servi! La confiance que lui porte le patronat belge, ne s'explique pas seulement par l'épisode des billets de la caisse noire du parti socialiste flamand qu'il aurait voulu brûler en 1995.

En tant qu'universitaire soi-disant « expert », il a surtout souvent servi à fournir, sous couvert d'études scientifiques, des justifications aux attaques patronales contre les travailleurs.

Ministre des affaires sociales et des pensions, de l'emploi et de la santé des gouvernements Verhofstadt de 1999 à 2003, il publie des livres sur la "théorie" de "l'Etat social actif", expliquant que le « citoyen a des droits, mais aussi des devoirs ». Avec ce leitmotiv qu'il ne suffit plus de ne pas avoir de travail pour avoir droit aux allocations de chômage. Non, il faut désormais prouver sa disponibilité sur le marché du travail et sa recherche « active » d'un emploi.

Pour le gouvernement Verhofstadt, ce sera le prétexte pour exclure des chômeurs de leurs droits et les obliger à accepter un travail

moins bien payé. De même, ce gouvernement impose que le minimum d'existence doit désormais se mériter. Et ceux qui le reçoivent doivent suivre des parcours pour les « aider à s'intégrer dans la vie active ».

Cette logique implacable qui empoisonne la vie de tous les travailleurs au chômage encore aujourd'hui, sera beaucoup développée par les gouvernements suivants. Ils vont tous faire leur cheval de bataille d'« obligations » imposées aux chômeurs, aux malades et pensionnés pour réduire les dépenses sociales, et dégager des capitaux au profit des grandes entreprises.

Le patronat peut non seulement continuer de détruire des emplois en masse, les actionnaires peuvent aussi compter sur l'argent public soi-disant pour « aider » à embaucher.

Vandenbroucke dirige ensuite le groupe de travail chargé d'élaborer la réforme des pensions. Il défend l'augmentation de l'âge de la pension à 67 ans, se chargeant à nouveau de donner à cette attaque majeure une apparente objectivité scientifique, études universitaires à l'appui. De même, il défend la pension à points. Une réforme qui devrait mettre en place un mécanisme permettant de baisser les pensions automatiquement, sans devoir recourir à des décisions politiques très mal vues de la population. Les cotisations des salariés pour la pension ne donneraient plus automatiquement droit à une pension d'un certain montant, mais seulement à des points dont le montant sera défini en fonction de la situation économique au moment du départ à la retraite. Si cette réforme n'est pas encore passée, elle reste sur le plan de travail du gouvernement.

Voilà donc un beau laquais. La bourgeoisie avait besoin de réduire les dépenses sociales et les salaires ? Elle a trouvé des universitaires prêts à se vendre pour justifier ses attaques... Le résultat est un désastre social. Son CV est à lui seul un résumé du programme du nouveau gouvernement : faire payer les travailleurs pour augmenter les profits des actionnaires. Les travailleurs, que Vandenbroucke et ses acolytes ne tiennent même pas pour capables de compter jusqu'à quatre, ne sont nullement dupes !



Colruyt : le circuit-court n'échappe pas au capitalisme

Pour surfer sur la mode de la consommation des fruits et légumes locaux, le groupe Colruyt a créé une filiale, Agripartners. Colruyt achète des terres agricoles à grande échelle et les loue par contrat à des "agriculteurs", en fait des ouvriers des champs indépendants, comme les livreurs de pizza à vélo. Les porte-paroles de Colruyt promettent bien sûr « une collaboration transparente et de bons accords ».

Les Fédérations d'agriculteurs, contrôlées par les fermiers les plus riches, dénoncent « le rachat des terres agricoles par les groupes industriels qui freine la reprise des exploitations par les jeunes fermiers ».

Mais, c'est un argument qui ne tient pas la route alors que le nombre de petites exploitations diminue constamment, absorbées par des fermes industrielles de plus en plus grosses. Mais dans l'économie capitaliste, il y a toujours un plus gros pour manger l'autre. Le groupe capitaliste Colruyt entrera en concurrence avec ces fermes industrielles en imposant à ses ouvriers agricoles des contrats de travail aussi "transparents" et "bons" que des contrats "Uber".

Alors que les courants écolos ou décroissants imaginent dépasser le capitalisme par une « retour à des circuits-court et à une consommation locale », les capitalistes comme « votre Colruyt » peuvent s'emparer de cette illusion pour pousser encore plus loin la domination du capital sur la production, le travail des ouvriers, la production et la consommation.

Les métayers agricoles du 19ème siècle étaient si pauvres qu'ils ne pouvaient consommer la viande, le lait, la farine qu'ils produisaient. Aux travailleurs du 21e, le capitalisme ne prépare certainement pas un régime sain et bio, mais toujours plus d'exploitation.



Lunch Garden : les actionnaires se servent, les travailleurs trinquent

La chaîne de restaurants Lunch Garden a annoncé la suppression de 138 emplois soit 14% de son personnel. La crise du coronavirus, brandie par la direction pour justifier ses mauvais plans, a bon dos car tandis que les travailleurs vont perdre leur revenu pour économiser 7 millions d'euros, les actionnaires se sont eux versé 37 millions d'euros de dividendes.

L'annonce de ces licenciements est une catastrophe pour les employés qui vont perdre leur emploi mais aussi pour ceux qui vont le conserver car les travailleurs déjà pressés comme des citrons par les incessants plans d'économie de la direction vont encore voir leur charge de travail augmenter.

Déjà en 2014, les majorations de salaire liées aux heures tardives et au travail les samedi et dimanche avaient été diminuées et la fiche de paie mensuelle amputée de dizaines d'euros pour chaque travailleur. Les effectifs ont été progressivement réduits. Là où le travail était assuré autrefois par deux personnes en semaine et trois le weekend, il n'y a aujourd'hui plus qu'une personne pour effectuer la même tâche. Alors qu'est-ce que ce sera demain ?

Face à la rapacité de la direction, les travailleurs des bureaux et des restaurants, à temps partiel ou à temps plein, jeunes et vieux, franchisés ou non franchisés, doivent défendre leurs intérêts communs, leur santé, leurs emplois et leur salaire.

Lunch Garden : au festin des riches

Lunch Garden n'a pas le profil de la petite entreprise de restauration écrasée par la crise sanitaire. Depuis toujours, les travailleurs de Lunch Garden enrichissent des familles d'actionnaires qui comptent parmi les plus riches d'Europe. Comme Albert Frère, par exemple, (groupe GIB), jusqu'en 2002. Rachetée par le groupe Carestel, l'entreprise est cédée en 2004 à quatre actionnaires belges parmi lesquels Grégoire de Spoelberch (AB Inbev) et Thomas van Hövell (Solferino Holiding). Les fonds d'investissement H2 Equity Partners et Kebek Private Equity (ex KBC) rejoignent l'actionnariat en 2009. En 2015, l'entreprise est vendue au fond d'investissement britannique Freshstream détenu à 100 % par l'une des plus riches familles d'Europe, les Brenninkmeijer (marque C&A), dont la fortune est estimée à plus de 22 milliards d'euros.

Tous les profits accumulés pourraient aujourd'hui permettre de maintenir les emplois et payer les salaires, car les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une crise sanitaire dont ils ne sont pas responsables. Pourquoi les actionnaires millionnaires et milliardaires ne devraient-ils pas être impactés ?



Nos lecteurs écrivent : « Dans les abattoirs, il n'y a pas que les animaux qui sont maltraités ».

Je veux témoigner du travail dans un abattoir où j'ai effectué une mission comme intérimaire dans un atelier de découpe.

La journée commence à 3h la nuit et se termine 10/12h plus tard… quand tout va bien. Comprenez quand tout le monde travaille assez vite et sans aucun imprévu pour terminer le boulot monstre qui est à effectuer. Ma 1ère journée, j'ai travaillé de 3h à 19h suite à un souci technique survenu peu de temps avant la fin. Et ce n'est pas qu'on nous a permis de revenir plus tard le lendemain, « A demain 3h les gars » nous a lancé le chef d'atelier… Pour boucler le travail, on vous impose une cadence de production élevée. C'est plusieurs tonnes de viande qui défilent. Et on n'a pas assez des 12h pour tout réaliser.

Quand on est dans l'atelier, on est compacté les uns sur les autres. On nous donnait un masque chirurgical le matin mais avec le travail physique et la cadence à suivre, au bout de 2h le masque se transformait en un torchon qu'on pouvait tordre. Non seulement, les masques humides sont inefficaces selon les consignes officielles, mais respirer avec un masque sur la bouche c'est déjà compliqué, alors quand il est humide, c'est une torture ! Le patron n'y voyait pas pour autant un motif pour diminuer la cadence.

Toutes les 2h30, on avait droit à une pause de 15 minutes. Vaut mieux avoir un organisme bien régulé… Comprenez, que si vous avez envie d'aller aux toilettes, il y a plutôt intérêt que cela soit dans le bon créneau. On n'arrête pas la ligne sauf à la sonnerie !

80% de mes collègues étaient comme moi sous contrat intérimaire. Certains étaient prévenus la veille, et ils avaient plutôt intérêt à répondre positivement sinon ils étaient rayés des listes. Vous ne tenez pas la cadence ? Rayé des listes ! Vous avez une trop petite vessie ? Rayé des listes ! « Si ce n'est pas toi, c'est un autre » aimait rappeler le chef d'atelier.

Ce sont des conditions de travail qui vous broient carrément. Physiquement, mais surtout mentalement. Et c'est là que ça fait le plus mal. J'en suis venu à me mettre en mode robot. Debout / Travail / Couché. A limiter la vie de famille au strict minimum, à ne plus voir personne. Un zombie entre 2 prestations en quête de la moindre petite heure de sommeil avant que le calvaire ne recommence le lendemain.

Mais nous ne sommes pas des robots. Nous sommes des êtres humains.

Beaucoup de jeunes sont révoltés devant la façon dont sont traités les animaux. Ils ont raison d'en être choqués. Mais je veux aussi dénoncer comment ça se passe pour les travailleurs dans ces ateliers ! Tout cela a la même cause : l'exploitation capitaliste.

Nous, les travailleurs, nous pouvons renverser ce système dément. Et nous y avons tout intérêt. Il s'agit de sauver notre dignité humaine !



Au Makro de Lodelinsart en grève le 10 octobre

Makro : grèves contre l'offensive des actionnaires

Début septembre, la direction de Makro a annoncé un plan d'économies et la « réorganisation » du travail dans ses 6 magasins en Belgique. 100 à 200 emplois vont être supprimés et une plus grande polyvalence demandée à ceux qui restent.

La "réorganisation" que veut la direction semble tout sauf une bonne organisation aux travailleurs. Non seulement tout le monde devra être plus polyvalent mais en plus la plupart des travailleurs sont changés de poste. Ainsi quelqu'un qui travaille depuis des années dans un rayon peut se retrouver dans un tout autre département, ce qui signifie une charge de travail accrue pour s'assimiler sa nouvelle tâche, un risque d'erreurs plus important… Non seulement nombre de salariés vont changer de poste, d'horaire, de catégorie, mais les décisions sont même prises en dépit du bon sens commercial du fait qu'il sera plus difficile de répondre aux questions et aux attentes des clients. Comment répondre à une question sur un vin, quand on vient de passer des années au bricolage… et réciproquement ?

Le sentiment de beaucoup est que ce plan vise à permettre de supprimer des emplois sans devoir payer des indemnités de licenciement, en poussant à la porte les collègues les plus usés, qui verront leur charge de travail accrue.

Suite à l'annonce de Makro début septembre les magasins de Machelen, Sint-Pieters-Leeuw et Eke étaient partis en grève. Samedi 10 octobre les 6 magasins Makro étaient en grève, et samedi 17, Lodelinsart et Sint-Pieters-Leeuw étaient à nouveau en grève pour dénoncer les plans de la direction.

Makro prend prétexte de pertes financières pour justifier son plan. Ses pertes seraient à peine compensées par la période d'afflux du Covid… Mais Makro appartient au géant allemand Metro qui a 150.000 salariés dans 35 pays, et affiche un bénéfice de plus d'un milliard d'euros en 2019 pour un chiffre d'affaires de 36,5 milliards d'euros. Il y a là l'argent pour maintenir les emplois, augmenter les horaires et même embaucher !

La direction de Makro mène une offensive agressive et n'entend pas s'encombrer avec les négociations dans les habituelles instances de « concertation sociale ». Mais négociation ou pas, la seule chose capable de faire reculer les patrons ce sont les luttes et la construction d'un rapport de force.

Les patrons de Makro ne sont pas les seuls à l'offensive, Wibra, Camaieu, Lunch Garden… partout les travailleurs subissent des attaques patronales de plus en plus brutales. La seule manière de les contrer et de garantir à chacun un emploi est se regrouper pour se battre ensemble.

Brèves Audi Bruxelles

La priorité patronale n'est pas la nôtre

La deuxième vague de l'épidémie est là, les hôpitaux se remplissent, le gouvernement impose le couvre-feu… Et quelle est la préoccupation n° 1 de la direction de l'usine ? Réduire les pauses !

C'est peu dire que pour la protection de notre santé, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur notre capacité à nous organiser et être le plus nombreux possible pour nous protéger contre la rapacité patronale.

Les maîtres chanteurs

« *Vous voulez produire le nouveau modèle ? Alors montrez nous pourquoi vous êtes plus compétitifs que les autres sites*. » Voilà le petit jeu de la direction d'Audi pour créer la concurrence entre ses différents sites… dont les travailleurs subissent les mêmes dégradations de salaires et de conditions de travail… pour finalement remplir les mêmes coffres forts des mêmes actionnaires !

Les directions locales – et les syndicats ! – sont ainsi appelés à proposer eux-mêmes de nouveaux reculs : plus de flexibilité, la possibilité de faire payer les salaires par les caisses de chômage quand il y a moins de commandes, le travail du samedi moins cher, des intérimaires qu'on peut noyer dans le pool… Sinon, pas de travail du tout !

Les actionnaires organisent la guerre entre les travailleurs pour les réduire à l'esclavage. On leur opposera la solidarité ouvrière d'Espagne à la Hongrie, en passant par l'Allemagne, pour imposer la répartition du travail entre tous sans perte de salaire, en prenant sur les profits.

Pas touche aux samedis

La direction veut faire travailler plusieurs samedis d'ici la fin de l'année. Selon elle, pour compenser les retards dus au nombre élevé de travailleurs absents pour cause de Covid. Elle n'a qu'à embaucher !

Suivez-nous sur Facebook: Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel: : 0470-18 82 39
Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !